

Lien social et Politiques

Les recompositions culturelles des « jeunes de cité » à l'épreuve des déterminismes sociaux et des effets du chômage, de la discrimination et de la ségrégation urbaine

Éric Marlière

Accompagnement des jeunes en difficulté
Numéro 70, automne 2013

URI : id.erudit.org/iderudit/1021158ar

DOI : [10.7202/1021158ar](https://doi.org/10.7202/1021158ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marlière, É. (2013). Les recompositions culturelles des « jeunes de cité » à l'épreuve des déterminismes sociaux et des effets du chômage, de la discrimination et de la ségrégation urbaine. *Lien social et Politiques*, (70), 103–117. doi:10.7202/1021158ar

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Les recompositions culturelles des « jeunes de cité » à l'épreuve des déterminismes sociaux et des effets du chômage, de la discrimination et de la ségrégation urbaine

ÉRIC MARLIÈRE

Maître de conférences

Université de Lille 3

Chercheur

CeRIES (Centre de recherche Indivi-

dus, Épreuves, Sociétés), EA 3587

Lille

Dans un contexte de recompositions économiques influant sur les destinées sociales et culturelles des deux dernières générations d'enfants d'ouvriers et d'immigrés (pour la majorité) des quartiers populaires urbains, l'« expérience de l'injustice » chez les « jeunes de cité » semble, au regard des enquêtes menées dans les « quartiers », atteindre un certain paroxysme à travers leur ressentiment général autour des inégalités et de l'ordre social (Scheler, 1971). Si les émeutes constituent la partie visible actuelle de l'iceberg (Marlière, 2009 : 127-145), dans nos recherches quotidiennes nous constatons que les sentiments d'injustice associés, au quotidien, à la perception cynique des institutions sont omniprésents dans les discours des jeunes rencontrés sur le terrain. Les nombreuses associations récentes, telles *Indigènes de la République*, *Mouvements Immigrations Banlieue* ou encore *Banlieue +* et les différentes mobilisations citoyennes émanant de ces quartiers confirment un grand nombre de mécontentements émanant de ces adolescents et jeunes adultes. Bien que les jeunes dits « de cité » ne constituent pas – loin s'en faut – une catégorie sociale homogène, ils sont tous, quels que soient les parcours, confrontés à de nombreuses difficultés. Ainsi, les perceptions idéologiques des jeunes rencontrés sur nos terrains reflètent un désœuvrement réel qui est à remettre dans le droit fil de l'histoire longue de la lente décomposition politique et sociale de la « classe ouvrière » et, plus récemment, de l'histoire sociale des « quartiers » au fondement d'une « expérience » de l'injustice qui structure l'identité des jeunes et des adultes qui y habitent. Dans quelle

mesure ce sentiment d'injustice traduit-il les perceptions qu'ont ces jeunes des effets structureaux de la relégation économique et de la discrimination sociale ?

Pour tenter de comprendre cette situation, nous ferons un bref retour historique retraçant l'évolution récente des quartiers populaires comme fondement des problématiques actuelles. Ensuite, nous tâcherons d'appréhender la nature des pratiques culturelles nettement plus complexe et multiple que celle qu'il nous est donné de voir d'ordinaire. Enfin, nous tenterons de concevoir dans quelle mesure ce sentiment d'injustice imprègne, malgré la diversité des trajectoires de ces jeunes, leur perception du monde et de l'avenir.

FIN DE LA REPRODUCTION SOCIALE OUVRIÈRE À PARTIR DE LA FIN DES ANNÉES 1970

Dans le présent article, nous ne reviendrons pas sur les périodes antérieures (entre-deux-guerres et Trente Glorieuses notamment) que nous avons déjà traitées dans des travaux précédents (Marlière, 2003 ; Marlière, 2007). La problématique centrale de nos travaux à cette époque interrogeait le passage d'un monde industriel ouvrier à celui d'une société dite postindustrielle ainsi que ses conséquences sociales sur l'ensemble des classes populaires anciennement ouvrières. Ce qui nous intéresse plus précisément ici, c'est davantage le moment attestant du passage du monde ouvrier à celui des « jeunes de cité » qui émerge définitivement dans les années 1980 : en effet, les jeunes de cité sont les déshérités de la classe ouvrière évoluant dans les cités populaires urbaines et constituent en cela un ensemble spécifique de la jeunesse populaire française incluant également une partie de la jeunesse rurale en difficulté (Renahy, 2005). Ainsi, la période des années 1980 marque une rupture avec les décennies précédentes, car elle met de façon définitive un terme au monde ouvrier et à son système social. Cette époque se caractérise par des mutations économiques au sein des mondes ouvriers (Beaud et Pialoux, 1999) se traduisant au quotidien, pour ces enfants d'ouvriers, par le chômage et la précarité. Ils s'apparentent en quelque sorte aux jeunes rencontrés par Dubet voici presque trente ans en pleine période de délitement des « banlieues rouges » et que l'auteur associe à la « galère » (Dubet, 1987). Ces jeunes ont connu le lent déclin du monde ouvrier local et constituent la première génération d'ouvriers à prendre ses distances avec l'univers de l'usine, en raison de la dévalorisation du travail manuel, mais aussi en conséquence de la réduction drastique des effectifs industriels (Masera et Grason, 2004).

J'ai toujours connu mon père à l'usine. J'ai travaillé deux ou trois étés dans l'atelier de mon père... Après, c'était fini ! Ils n'embauchaient plus ! Heureusement mon père était âgé, il a été mis en préretraite rapidement en 1991. (J., 45 ans en 2008, chauffeur-livreur, enfant d'immigrés originaires du Maroc, marié, 2 enfants).

Cette première génération de jeunes de cité assiste aux métamorphoses du quartier, au délabrement de l'ancienne cité ouvrière, et commence à subir les contrecoups économiques et sociaux de la « crise ». Une partie d'entre eux, ne pouvant aspirer aux « destins ouvriers » de leurs aînés, s'initient aux activités de petite délinquance, témoignant ainsi du passage d'une délinquance d'acquisition (coutumière parmi les jeunes des classes populaires) à celle de l'exclusion (Robert, 2002). Mais ce qui marquera davantage les transformations des modes de vie des enfants d'ouvriers, c'est l'arrivée de la drogue dure dans les « quartiers populaires » au début des années 1980 (Kokoreff, 2000 : 403-423), qui s'accroîtra au fur et à mesure que s'installent de façon pérenne le chômage et la précarité (Mauger, 2006).

Je me souviens ce n'était pas facile à l'époque... Les usines dégraissaient, et puis avec mon CAP de tourneur, qu'est-ce que j'allais faire ? J'ai fait des conneries à l'époque... Des copains, eux, ont glissé dans une vraie délinquance et n'en sont jamais véritablement sortis : certains sont morts ! Quand on réfléchit un peu, c'est tragique ! (M., 39 ans 2008, intérimaire, enfant d'immigrés issus de l'immigration tunisienne, célibataire).

« C'est douloureux de reparler de tout ça ! C'était la folie à l'époque, mais quand on regarde d'un peu plus près... J'ai perdu des copains qui ont mal tourné ! [...] On est un peu une génération sacrifiée ! [...] Pupuze, Didine, Jaffar sont morts d'une overdose ! Brahim, on l'a retrouvé dans un coffre de voiture, et Nordine est mort suite à une bagarre qui a mal tourné... » (D., 42 ans en 2008, peintre en bâtiment, enfant de Français depuis plusieurs générations, marié, 3 enfants).

Par ailleurs, cette première génération de jeunes de cité est confrontée au racisme et aux difficultés dans ses rapports avec les institutions, en particulier avec la police (Jobard, 2002).

Vingt-cinq ans plus tard, à la fin des années 2000, la situation ne s'est pas véritablement améliorée. Certes, il ne s'agit plus des mêmes jeunes – ils sont parfois leurs « petits frères » ou bien même leurs enfants – mais ils sont issus du même milieu social et surtout des mêmes quartiers. En effet, cette deuxième génération de « jeunes de cité » a grandi dans un contexte socioéconomique dégradé, tant sur le plan des conditions d'existence que quant aux formes de socialisation (Amrani et Beaud, 2004). Les trafics illégaux ont connu un essor plus ou moins important, impliquant un plus grand nombre de jeunes confrontés au chômage et à la précarité. Bien que les jeunes des milieux populaires aient toujours été « turbulents » dans le passé, le rapport à l'économie illégale a profondément accentué les « business » en tous genres (Tafferant, 2007) et les formes de violences qui y sont associées.

Le trafic de drogue dure, ça a foutu l'ambiance du quartier en l'air. T'as plus de potes : l'argent, et chacun pour soi ! Des mecs qui ont grandi ensemble peuvent se battre avec de la haine pour des questions de business ! (M., 27 ans, enfant d'immigrés algériens, à la recherche d'un emploi, célibataire).

Les phénomènes de « bandes », de violence et de délinquance concernent un peu moins d'un cinquième des jeunes – le trafic de drogue occupe une infime minorité, en raison des « risques » que cela engendre – car les parcours sociaux des jeunes de cité observés sur le terrain sont nettement plus variés et divers ce que le « sens commun » nous donne à voir d'ordinaire (Marlière, 2008b : 711-721) malgré le contexte de dégradation économique.

En l'espace de vingt ans, la situation politique et sociale s'est considérablement détériorée entre la première et la deuxième génération de jeunes de cité. Outre les phénomènes de délinquance, d'extranéité et d'exclusion qui entachaient la génération de la « galère » dans les années 1980, les manifestations liées à l'« intégrisme » musulman, l'escalade de la violence interpersonnelle et surtout les effets des « émeutes urbaines » à répétition ont définitivement diabolisé l'image des « jeunes des quartiers » aujourd'hui. On pourrait ainsi conclure qu'en l'espace de deux générations de jeunes de cité, l'image de la jeunesse des banlieues s'est détériorée puisque la première manifestait avec la marche pour l'égalité en 1983 (Bouamama, 1994), alors que la seconde se révèle dans l'émeute médiatique de l'automne 2005 (Beaud et Masclat, 2006 : 800-843). Les difficultés qui s'accumulent depuis presque trente ans dans la plupart des « quartiers populaires » laissent des traces chez les adultes et les plus jeunes. Pour la deuxième génération de jeunes de cité, les phénomènes de chômage, de ségrégation ou de discrimination sont devenus le lot quotidien dans un contexte local de problématiques de violence interpersonnelle et de stigmatisation collective. L'enjeu sociohistorique se résumant à l'impossibilité de reproduction sociale de la « classe ouvrière » dans le quartier observé constitue un des obstacles majeurs auxquels les adolescents, les jeunes adultes, voire les quadragénaires, se trouvent confrontés aujourd'hui. C'est dans ce contexte social de délitement du monde ouvrier que se manifeste la problématique actuelle de jeunes dits de banlieue ou de cité.

FRAGMENTATION DES LIENS SOCIAUX ET ÉCLATEMENT DES TRAJECTOIRES CHEZ LES JEUNES DE CITÉ DES MILIEUX POPULAIRES

Un autre phénomène accompagne également la fin de la reproduction sociale ouvrière au sein des classes populaires : la différenciation des parcours des jeunes rencontrés dans les cités populaires urbaines. Tout d'abord ce constat infirme la construction sociale et politico-médiatique de la catégorie jeune de cité déjà dénoncée par d'autres sociologues (Muchielli, 2011 ; Collovald, 2001 : 104-113). En effet, l'image qui dépeint le jeune de cité comme un « maghrébin sauvageon à casquette » est entrée définitivement dans le discours collectif et les

représentations sociales communes en France. Les jeunes de cité apparaissent dès lors comme à l'origine des désordres sociaux et urbains constituant ainsi une figure de rejet, voire d'«ennemi de l'intérieur» (Rigouste, 2009). Pourtant, au début des années 2000, certains chercheurs ont tenté d'infirmier, à travers des enquêtes de terrain, cette perception réductrice qui, plus que jamais, stigmatise et condamne un grand nombre de jeunes habitant les quartiers populaires.

En partant de l'idée à la fois que les «banlieues» n'existent pas en raison des différentes dynamiques sociales à l'œuvre – un quartier de la banlieue nord de Paris s'avère différent d'un quartier populaire de Marseille ou de Toulouse – le sociologue Michel Kokoreff montre que les quartiers populaires constituent des espaces présentant certes un nombre de singularités, mais qu'ils sont cependant très loin de constituer un ensemble homogène (Kokoreff, 2003 : 10). Il n'existe pas de profil type de ces «quartiers» à l'image des jeunes qui les habitent : «la tendance est de projeter sur l'ensemble des adolescents et des jeunes adultes les situations limites de ceux qui sont en situation d'exclusion avérée (sans formation ni emploi, plus ou moins impliqués dans la délinquance et les trafics). Les parcours scolaires, la position qu'ils occupent sur le marché du travail, leur rapport aux drogues, leur implication dans l'économie «souterraine», les effets d'âge et de génération, les différences de sexe, sont autant d'indicateurs de cette hétérogénéité» (Kokoreff, 2003 : 16). Dans sa recherche, Michel Kokoreff ne distingue pas moins de trois catégories de jeunes, entre le délinquant impliqué dans l'économie souterraine, le jeune en situation de précarité, voire de «galère», et le jeune de cité qui bénéficie d'une formation, est salarié et engagé dans le milieu associatif. La recherche menée par la sociologue Emmanuelle Santelli élabore également une typologie construite autour de quatre catégories de jeunes évoluant dans les quartiers populaires urbains (Santelli, 2007). Elle distingue tout d'abord l'*outsider* en voie de marginalisation sociale et vivant de petits trafics, du *self made man* plus proche du marché du travail mais qui rencontre beaucoup de difficultés. Enfin, Emmanuelle Santelli différencie deux autres catégories plus féminisées, plus diplômées et surtout plus «intégrées», comme celle des *intellos précaires* parfois diplômés du supérieur, mais qui restent encore confrontés à la précarité, et celle des *actifs et actives stables* mieux insérés sur le marché du travail. Quel que soit le quartier observé, ces deux chercheurs ont ainsi pu relever l'existence de plusieurs catégories de jeunes évoluant dans les «quartiers sensibles», infirmant du coup la vision réductrice des approches médiatiques et politiques relatives aux jeunes de cité.

Nos précédentes recherches ont permis d'observer l'existence de sept groupes de jeunes de cité distincts les uns des autres dans l'espace résidentiel en fonction des parcours scolaires individuels et des «affinités culturelles». En prenant l'hypothèse que l'espace local de la cité HLM étudiée constitue le principal support de *lien social* des jeunes qui habitent ou investissent l'espace résidentiel,

nous avons eu l'occasion de repérer l'existence de plusieurs groupes, en fonction des pratiques culturelles qui leur étaient spécifiques (Marlière, 2008b : *op. cit.*). Ces groupes, construits autour de cinq variables (l'âge, le parcours scolaire, le degré de pratiques religieuses, les parcours dans la délinquance, les origines familiales) se manifestent ainsi dans une occupation spécifique de l'espace local.

Le groupe intitulé *vétérans*, classe d'âge la plus large mais surtout la plus âgée (de 35 ans à plus de 50 ans), représente la jeunesse de la cité évoluant dans les années 1980. Les plus âgés d'entre eux ont exercé un emploi ouvrier, mais ont été paradoxalement aussi les premiers à développer des stratégies les écartant du monde de l'usine : ils sont à mi-chemin entre appartenance ouvrière, petits boulots, études un peu plus longues, activités indépendantes de commerce ou de délinquance (vols à la tire, initiation aux premiers trafics de drogue, voire, pour une infime partie, grand banditisme).

Pour la classe d'âge suivante, celle des jeunes trentenaires en l'an 2000 – cohorte divisée en trois groupes distincts – l'entrée dans la vie économique et sociale s'avère plus problématique. En effet, approcher la vingtaine au début des années 1990 alors que la situation économique est défavorable (entre autres avec la première guerre du Golfe), complique sensiblement les possibilités d'insertion professionnelle. La disparition définitive du monde ouvrier local remet en cause les projections dans l'avenir comme elle rend également impossibles les références au passé. Ainsi, pour le premier groupe, celui des *espacenords* plus précisément, qui fréquentent l'espace nord où se trouvent la rue et les bistrots, ce sont de « petits délinquants » au regard de leurs aînés *vétérans*, qui connaissent des périodes de « galère » et de chômage dans le milieu des années 1990. Le second groupe, appelé *musulmans pratiquants*, rassemble les jeunes qui pratiquent la religion musulmane : cette pratique religieuse, qui se veut plus assidue et moins « traditionnaliste » que celle de leurs pères, a pour corollaire l'espoir de trouver une issue à la décomposition du monde ouvrier, interprétée comme la dégénérescence de la société occidentale. Forme d'héritage culturel spécifique hérité du pays d'origine (Cesari, 1997), l'Islam est en partie une réponse aux maux causés par les transformations économiques jugées responsables de leur difficile condition sociale, mais également une explication du sens de leur existence (Von Grunebaum, 1973). Quant aux *invisibles*, dernier groupe de trentenaires, leur engagement dans des études supérieures longues les contraint à mener une vie que l'on peut qualifier d'« ascétique ». Ces jeunes adultes fuient à la fois « l'univers de la cité » et les vestiges du monde ouvrier, en s'investissant dans des études longues ou des projets professionnels ambitieux. Ces trentenaires sont invisibles dans l'espace résidentiel de la cité HLM et encore davantage dans l'univers médiatique.

La classe d'âge suivante (23 ans en moyenne), se répartit en deux groupes : les *algeriencours* et les *marocainsuds*. Cette cohorte connaît un sort quelque

peu différent de celui de ses aînés. La plupart des *marocainsuds*, nés de familles en provenance du sud-ouest du Maroc, ont atteint la majorité juridique aux alentours de 1997 et bénéficient à la fois d'une conjoncture de reprise économique lente, mais aussi d'un quartier entièrement restructuré sur le plan urbanistique qui efface toutes traces physiques des vestiges du monde ouvrier. Ils ont poursuivi, pour la plupart, des études supérieures courtes, comme l'illustrent les nombreuses études vers l'obtention de BTS (brevet de technicien supérieur). Ceci témoigne d'une volonté de concrétisation professionnelle efficace et rapide dans un marché du travail qui connaît une reprise certaine à ce moment-là. Les *algeriencours*, issus majoritairement de familles en provenance de Kabylie, évoluent quant à eux dans l'espace central de la cité où se situent la cour et les halls d'entrée, d'où leur dénomination ici. Pour ces derniers, le trafic de cannabis se substitue à la poursuite d'études, et ces jeunes conjuguent activités légales ou illégales, comme l'atteste leur inscription dans des sociétés d'intérim. La différenciation de ces deux groupes réside dans des logiques de carrières amorcées soit dans des études, soit dans des activités délictuelles, et aussi dans une polarisation autour des origines nationales familiales (Algérie ou Maroc).

Composant la dernière classe d'âge de jeunes adultes de la cité, les *jeunacteurs* atteignent la majorité juridique aux alentours de l'an 2000. Ils ont grandi dans un quartier postindustriel et se sont socialisés dans un contexte économique et politique qui les éloigne définitivement des destinées ouvrières de leurs parents. Pour les *jeunacteurs*, l'avenir se construit dans une sorte d'alternative chronicisée entre l'école, les petits boulots, le trafic de cannabis, voire les activités de recel. Ces activités contradictoires se concurrencent, mais s'avèrent révélatrices d'un désir de participation à la société de consommation à travers la poursuite effrénée de gains rapides (business, intérim, petits boulots, « système D », etc.).

Les récentes recherches empiriques sur les pratiques culturelles des jeunes de cité témoignent que les trajectoires sociales et culturelles sont nettement plus hétérogènes que ne l'affirme le discours politique et surtout médiatique. Néanmoins, et ce de manière paradoxale avec ce que nous venons de voir à l'instant quant à l'hétérogénéité des trajectoires, il existe également une sorte de *destin commun* parmi ces différents jeunes autour de valeurs culturelles singulières collectives (Marlière, 2005). En effet, nous nous sommes progressivement rendu compte que ce *destin commun* partagé par la majorité des jeunes – malgré les différents parcours constatés – était en partie lié à l'appartenance aux classes populaires, aux effets dus à la discrimination quotidienne et à ceux de la ségrégation urbaine. Ainsi les déterminismes sociaux sont, semble-t-il, décisifs dans les parcours collectifs de ces jeunes malgré l'éclatement des trajectoires et une plus grande amplitude dans l'éventail du « choix des possibles » qu'à l'époque industrielle de la période dite des Trente Glorieuses.

Le sentiment d'injustice comme réponse aux déterminismes sociaux et aux nouvelles formes de stigmatisations

Si la jeunesse « des cités » partage le destin social de l'ensemble des classes populaires déstabilisées par les mutations économiques depuis les années 1980 (Castel, 1995), qui s'est même accentué depuis (Castel, 2009), ces jeunes sont davantage confrontés à des obstacles sociaux et institutionnels que les « autres » jeunes (Marlière, 2013 : 95-108) confrontées également à la « crise » (Chauvel, 2010). Subissant des conditions de vie inégales dans un pays démocratique et développé, l'espoir de s'en sortir et d'accéder aux standards de consommation de la « classe moyenne » plus que jamais remis en cause (pour une partie d'entre eux du moins), ils cultivent les sentiments de frustration sociale véhiculés par une partie non négligeable des jeunes rencontrés dans l'espace résidentiel. Certes, on note l'existence d'un sentiment de « victimisation collective » médiatisé par le rap (Mucchielli, 2003 : 325-355), mais la difficile réalité sociale avec laquelle ces jeunes se débattent se vérifie sur le terrain par des rapports conflictuels avec la police (Boucher, Belqasmi et Marlière, 2013) et par un constant « déficit de citoyenneté » (Castel, 2007) dans un pays appréhendé pourtant comme le berceau des « droits de l'homme ». Pour les jeunes de cité, l'histoire sociale récente des « quartiers » se résume à une dramaturgie où les tentatives collectives de libération sociale et surtout d'émancipation politique (Kokoreff et Lapeyronnie, 2013) ont toujours connu des échecs retentissants à tel point que ces jeunes sont passés d'une demande d'égalité et de reconnaissance dans les années 1980 à des émeutes urbaines plus intenses (Beaud et Masclat, *op. cit.*) et davantage radicalisées (Boucher, 2010).

Ça pètera un jour où l'autre ! Ça fait presque trente ans qu'ils nous cassent la tête : les immigrés ceci, l'islam cela ! Faut dire la vérité ! La France ne nous assume pas [...] Les élections présidentielles reposent sur nous : insécurité, délinquance, voile, intégrisme : Sarko peut nous remercier ! (M. 29 ans, enfant d'immigrés algériens, commerçant, marié, un enfant).

Comme nous le montrent ces propos autour des enjeux présidentiels, l'histoire sociale des « quartiers sensibles » a profondément modifié le paysage politique et sociologique de la France, notamment dans ses rapports ambivalents et ambigus avec « la gauche » (Masclat, 2003 ; Marlière, 2008c : 115-129). Ainsi, les biographies des jeunes adultes qui habitent ou ont vécu « dans la cité » comportent des récits ou des « épisodes de vie » où violences interpersonnelles, « embrouilles » avec la police, confusions pour s'insérer dans un emploi quelconque, racisme individuel ordinaire et humiliations collectives liées aux « origines » (Noiriel, 2007), rythment l'expérience individuelle et sociale des interviewés. Les trajectoires, même plurielles, de ces jeunes aboutissent en quelque sorte à une identité particulière autour d'une volonté collective de révolte contre l'humiliation (Ansart, 2006 : 136) qui sépare, en fin de compte, ceux qui habitent un « quartier sensible » de ceux qui n'y ont jamais vécu. Bien que la notion

de « sentiment d'injustice » se situe dans le registre des émotions et mérite un travail de déconstruction entre sentiments, perceptions et sensations (Jaffré, 2006), elle n'en constitue pas moins le socle « idéologique » des jeunes et des adultes rencontrés dans les « quartiers ». L'historique des « quartiers populaires » forge des parcours singuliers dont le dénominateur commun reste le « sentiment d'injustice » comme représentation globale de la société en réponse à des sensations collectives d'humiliations, supports véritables d'« un système de raison, et plus les raisons intersubjectives de se sentir humiliés semblent fondées, plus le sentiment est fort ». (Zawadeski, 2006 : 175-176).

Ceci nous amène à notre second point : l'impact des déterminismes sociaux dans les diverses trajectoires de ces jeunes. En effet, dans une société où la conjoncture économique est difficile, la plupart des nouvelles générations sont confrontées au phénomène de déclassement social (Peugny, 2009) et donc à des tensions de plus en plus fortes entre possibilités d'intégration sociale et capacité d'émancipation individuelle (Van de Velde, 2012 : 427-432). Pour les jeunes des cités, les potentialités sont encore plus réduites dans la mesure où intégration et possibilité d'émancipation sont presque impossibles à conjuguer. Car, malgré l'hétérogénéité des parcours juvéniles développée dans la précédente partie, pour les jeunes des cités diplômés de l'université, salariés dans une entreprise et qui veulent s'en sortir de manière légale, la raréfaction des « bons emplois », les phénomènes de discrimination à l'embauche, le manque de réseaux et de capital social font de ces jeunes – qui ont quand même « réussi » aux yeux des habitants de la cité – des précaires, des diplômés déqualifiés et parfois des chômeurs niveau bac + 5. La réussite scolaire, pour certains, a pour effet final paradoxalement un échec en matière d'intégration dans le monde du travail.

Honnêtement, on est condamné ! Je n'ai pas fait d'études et en plus avec une tête d'Arabe, tu ne trouves pas de travail ! Mon grand frère, il a un bac + 5 et lui aussi il ne travaille pas. C'est honteux ! On s'est moqué de nous ! (H., 22 ans, enfant d'immigrés algériens, sans emploi, célibataire).

Avoir accompli des études supérieures dans des universités dévalorisées confirme l'existence d'un « plafond de verre » pour de nombreux jeunes de cité, même pour les plus motivés. Pour les jeunes de cité sans diplôme, la situation se révèle d'autant plus dramatique que si, dans les années 1980, les institutions d'insertion professionnelle essayaient d'intégrer le jeune dans le monde du travail, vingt-cinq ans plus tard la tâche des professionnels consiste uniquement à ralentir les processus de délinquance et de marginalisation sociale (Castel, 1995 *op. cit.*). En effet, les carences institutionnelles constatées au niveau des politiques publiques en matière d'accompagnement des jeunes adultes en France (Loncle, 2010) s'avèrent d'autant plus redoutables pour les jeunes des quartiers populaires urbains. Le phénomène de sous-prolétarianisme gagne une partie de ces enfants d'ouvriers et d'immigrés les moins dotés en capitaux et souffrant

d'un accompagnement institutionnel insuffisant. Quant aux autres, notamment les « petits délinquants », les capacités des politiques publiques à produire l'idéal d'intégration républicaine se voient de plus en plus traduites par un traitement sécuritaire des inégalités sociales dont sont victimes une partie de ces jeunes (Boucher, 2004). Ceci est d'autant plus facile à effectuer que ces jeunes sont d'ores et déjà « diabolisés » par les médias et l'opinion publique.

Au début des années 1990, une difficulté supplémentaire est venue s'ajouter, consolidant ainsi le stigmate « anti-jeunes de cité » : la pratique supposée réelle ou non de la religion musulmane. Les jeunes issus de l'immigration maghrébine subissaient déjà un racisme anti-arabe plus ou moins prononcé au cours des décennies précédentes. Mais au milieu des années 1990 de nombreux jeunes des cités, notamment issus de familles en provenance du Maghreb, vont pratiquer la religion musulmane de manière plus ostentatoire (Képel, 1991). L'« affaire Kelkal » en 1995, les attentats du 11 septembre 2001 et tout récemment les « tueries » de Mohamed Mérah renforcent indéniablement la stigmatisation de l'Islam déjà perçu comme anti-démocratique, violent, « terroriste » et opposé aux valeurs dites « occidentales » (Césari, 1997).

Je fais ma *salat* [prière] et j'ai une barbe parce que je respecte la *sunna* [recommandation verbale du prophète de l'Islam]. Je travaille, je ne fais rien de mal... Eh bien, les Français me voient comme un terroriste, un intégriste-extrémiste ! Ce n'est pas normal franchement ! Les musulmans sont des gens pieux qui veulent pratiquer leur foi tranquillement ! (B., 32 ans, enfant d'immigrés algériens, employé dans la téléphonie, célibataire).

Pour nombre d'entre eux, l'islamophobie (Geisser, 2003) consiste en un nouveau racisme déguisé à leur rencontre et en une agression à leur identité, car l'Islam est appréhendé par nos interviewés comme un héritage familial transmis par leurs parents. Cette situation affermit paradoxalement la pratique de certains jeunes et moins jeunes des quartiers populaires urbains. Ainsi, l'Islam est davantage appréhendé comme une pratique de résistance à l'égard des « autres » – nous n'excluons pas ici la dimension de la foi qui est aussi réelle pour beaucoup – et d'une « société occidentale » jugée méprisante par une bonne partie des jeunes des cités. L'injonction à l'intégration structure en quelque sorte les destins des immigrants et celui de leurs enfants, et elle perdure chez leurs petits-enfants qui, bien que Français, sont obligés de prouver continuellement une sorte d'allégeance à ce qui est censé être les us et coutumes de la société française (Ribert, 2006).

On nous demande de nous intégrer ! Je suis né en France, ça n'a pas de sens ! (G., 21 ans, enfant d'immigrés algériens, en contrat d'apprentissage, célibataire).

Les immigrés ceci, les immigrés cela. Moi, j'ai ma carte d'identité et je les emmerde. [...] Si le bled, c'était mieux... Je me serais déjà cassé au bled ! (H., 20 ans, enfant d'immigrés marocains, lycéen, célibataire).

Ces propos ici confirment la construction d'une forme de « communauté d'expérience » qui se manifeste toujours avec acuité chez les jeunes de la troisième génération après celle du « zoufri » dans les années 1960 et du « beur » dans les années 1980 (Boubeker, 2003). C'est pourquoi le sentiment d'oppression est récurrent chez la plupart des jeunes des cités qui restent toujours les déshérités de la « classe ouvrière » et les légataires d'une histoire familiale et migratoire coloniale et postcoloniale souvent difficile à assumer.

Ils nous insultent, mais c'est nos « reps » [pères] qui l'ont construite, la France. Tous les sales boulots, c'est nos parents. Quand tu leur dis ça, aux élus et aux racistes, ils sont énervés, car c'est la vérité... (T., 24 ans, enfant d'immigrés algériens, étudiant en maîtrise de droit, célibataire).

C'est pourquoi la notion subjective et aléatoire de sentiment d'injustice résonne d'autant mieux que le racisme, la stigmatisation et le chômage produisent des effets sur leurs destins sociaux. Cela est à l'origine d'une « culture de résistance », voire de défiance envers la société et ses institutions, dont les émeutes médiatiques constituent la partie émergée de l'iceberg.

Face à cette réalité, la majorité des jeunes rencontrés dans les cités populaires ont du mal à croire au fonctionnement honnête de la politique et à l'existence d'une démocratie réelle vouant le discours médiatico-politique à une propagande destinée aux « autres ». C'est dans un tel contexte que se construisent les discours radicaux et « extrémistes » (Marlière, 2008a) qui s'alimentent de manière quotidienne en raison de rapports conflictuels avec la police, d'une récurrente stigmatisation médiatique, des conséquences des « discriminations » en tout genre et des espoirs de réussite sociale par l'argent toujours différés, accentuant les frustrations des jeunes. Ces propos véhéments distinguent des autres jeunes, même de ceux qui sont concernés également par la crise, hormis quelques mouvances radicales d'extrême gauche ou d'extrême droite. Et ceci malgré les slogans médiatiques d'une rhétorique politique ambivalente et manipulatrice autour de la « diversité » (Masclat, 2012) promulgués paradoxalement par les institutions. Ainsi, les paroles véhémentes véhiculées par les jeunes interviewés dans la cité cachent mal, en réalité, les sentiments d'injustice, de désespoir et de révolte (Belmessous, 2013) qui animent la majeure partie des adolescents et des jeunes adultes habitant les cités HLM en France.

CONCLUSION

Se sentir à l'écart des richesses, d'un travail digne, d'un habitat correct et confortable ainsi que du bénéfice de la citoyenneté suscite une animosité certaine chez les jeunes de cité rencontrés sur le terrain. En effet, dans nos sociétés démocratiques, la question de la justice a été posée comme l'étendard d'un idéal auquel chaque citoyen aspire. Or, chez les jeunes de cité, cet idéal semble faire défaut ; ce sentiment lié à une certaine « expérience de l'injustice » trouve son essence dans

un traitement perçu comme inégalitaire au cœur d'une société libre et démocratique. Les jeunes de cité ont été socialisés en France et ont intériorisé les valeurs républicaines ; se retrouver exclus du monde du travail, des débats politiques et des nouveaux enjeux sociaux et culturels, voire même vilipendés par un grand nombre de médias et d'institutions engendre une « expérience de l'injustice » quand ces jeunes se réfèrent aux valeurs « affichées » de la République à l'origine de l'insatisfaction sociale et collective de ces derniers en raison du déficit de ces attentes normatives (Renault, 2004). Autrement dit, l'intériorisation des normes républicaines dans un contexte politique, économique et social qui les a exclus brutalement de cet idéal est à l'origine d'un ressentiment collectif et d'attitudes nihilistes que l'on attribue à certains jeunes, révélant ainsi un réel déni de reconnaissance (Honneth, 2000) depuis plus de trente ans. En somme, la radicalité des positions et des comportements observables chez une bonne partie des jeunes de cité et qui les singularisent ne peut se comprendre que dans la mesure où ces jeunes n'ont pas d'emprise sur le passé, ni sur le présent et sans doute encore moins sur le futur.

Pour comprendre cette situation qui semble, disons-le, critique au fur et mesure que les effets de la « crise » s'accroissent, nous pouvons évoquer au moins quatre facteurs importants à l'origine de la détérioration des modes de vie dans les « quartiers populaires » : 1) la fin de l'encadrement de la jeunesse populaire lié au déclin des syndicats et des socialismes d'une manière générale ; 2) la construction politique d'un nouvel ennemi intérieur véhiculé par les jeunes de cité notamment issus de l'immigration maghrébine et d'Afrique subsaharienne appréhendés comme musulmans ; 3) la relégation sociale de ces enfants d'ouvriers et d'immigrés qui ne peuvent devenir ouvriers et sont, de surcroît, perçus comme inutiles et surtout, dangereux pour la cohésion nationale ; 4) les « classes moyennes » et les milieux populaires supérieurs qui ont déserté les « quartiers sensibles », les logements sociaux, qui sont paupérisés et enclavés, ce qui renforce les effets de rupture et le sentiment d'abandon dans les constructions identitaires chez les jeunes observés dans les cités populaires.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

Enfants d'ouvriers et d'immigrés pour la plupart, les jeunes dits « de cité » sont les déshérités du monde ouvrier et de son système social. Depuis plus de deux générations, ces jeunes ont développé des modes de vie qui leur sont, en partie, spécifiques : entre « culture de rue », pratiques religieuses musulmanes et, pour contrecarrer le chômage et la précarité, entrée dans une petite délinquance de masse. Bien que les trajectoires sociales soient diverses chez les « jeunes de cité », ces derniers sont confrontés à des difficultés économiques et sociales auxquelles s'ajoutent les effets des discriminations et de la ségrégation urbaine qui en font irrémédiablement des « boucs émissaires ». En réponse à ces nombreux obstacles émerge chez ces jeunes un sentiment d'injustice unanimement partagé.

The young people who grow up in French low-income housing estates, most of them the children of workers and immigrants, are the disinherited of the working class and its social system. For over two generations, they have been developing their own specific lifestyles characterized by "street culture," Muslim religious practices and, as a way of counteracting unemployment and job insecurity, participation in mass petty crime. While their lives can take a variety of paths, all these youths face economic and social hurdles, along with discrimination and urban segregation, that inevitably turn them into "scapegoats." In response to so many obstacles, they develop a universally shared feeling of injustice.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANSART, Pierre. 2006. « Les humiliations politiques », dans Yves DÉLOYE et Claudine HAROCHE (dir.). *Le sentiment d'humiliation*. Paris, In Press Editions : 131-146.
- AMRANI, Younès et Stéphane BEAUD. 2004. *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*. Paris, La Découverte.
- BEAUD, Stéphane et Michel PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquêtes aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris, Fayard.
- BEAUD, Stéphane et Olivier MASCLET. 2006. « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Les Annales, HSS*, juillet-août, 4 : 800-843.
- BELMESSOUS, Hacène. 2013. *Sur la corde raide. Le feu de la révolte couve toujours en banlieue*. Lormont, Le Bord de l'eau.
- BOUAMAMA, Saïd. 1994. *Dix ans de marche des beurs. Chronique d'un mouvement avorté*. Paris, Desclée de Brouwer.
- BOUBEKER, Ahmed. 2003. *Les mondes de l'ethnicité. La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*. Paris, Balland.
- BOUCHER, Manuel. 2010. *Les internés du ghetto. Ethnographie des confrontations violentes dans une cité impopulaire*. Paris, L'Harmattan.
- BOUCHER, Manuel. 2004. *Repolitiser l'insécurité. Sociographie d'une ville ouvrière en recomposition*. Paris, L'Harmattan.
- BOUCHER, Manuel, avec Mohamed BELQASMI et Éric MARLIÈRE, 2013. *Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l'usage de la force dans les quartiers populaires*. Paris, L'Harmattan.
- CASTEL, Robert. 2009. *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*. Paris, Seuil.
- CASTEL, Robert. 2007. *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?* Paris, Seuil/La république des idées.
- CASTEL, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.
- CESARI, Jocelyn. 1997. *Faut-il avoir peur de l'Islam*. Paris, Presses de Sciences Po.
- CHAUVEL, Louis. 2010. *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010*. Paris, PUF.
- COLLOVALD, Annie. 2001. « Des désordres sociaux aux violences urbaines. La dépolitisation des débats sur l'immigration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137 : 104-113.
- DUBET, François. 1987. *La galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard.
- GEISSER, Vincent. 2003. *La nouvelle islamophobie*. Paris, La Découverte.
- HONNETH, Axel. 2000. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, Cerf.

- JAFFRÉ, Yannick. 2006. «Les terrains d'une anthropologie comparative des sensibilités et des catégories affectives», *Face-à-face*, 9. <<http://faceaface.revues.org/215>>. Page consultée le 18 avril 2013.
- JOBARD, Fabien. 2002. *Bavures policières? Sociologie de la force publique*. Paris, La Découverte.
- KEPEL, Gilles. 1991. *Les banlieues de l'islam. Naissance d'une religion en France*. Paris, Seuil.
- KHOSROKHAVAR, Farhad. 1997. *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion.
- KOKOREFF, Michel. 2003. *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*. Paris, Payot.
- KOKOREFF, Michel. 2000. «Faire du business dans les quartiers. Éléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine», *Déviance et société*, 24, 4 : 403-423.
- KOKOREFF, Michel et Didier LAPEYRONNIE. 2013. *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*. Paris, Le Seuil.
- LEPOUTRE, David. 1997. *Cœur de banlieue. Codes, rites et langage*. Paris, Odile Jacob.
- LONCLE, Patricia. 2010. *Politiques de jeunesses. Les défis majeurs de l'intégration*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- MARLIÈRE, Éric. 2013. «Les "jeunes de cité" à l'épreuve des institutions républicaines», dans Jean-Yves DARTIGUENAVE, Christophe MOREAU et Maïté SAVINA. *Identités et participation sociale des jeunes en Europe et en Méditerranée*. Paris, L'Harmattan : 95-108.
- MARLIÈRE, Éric. 2011. «Émeutes urbaines, sentiments d'injustice, mobilisations associatives : émergence d'une dynamique politique chez les jeunes dits de cité», *SociologieS*. <<http://sociologies.revues.org/index3521.html>>. Page consultée le 5 novembre 2012.
- MARLIÈRE, Éric. 2009. «Jeunes des banlieues et émeutes urbaines», dans Bernard ROUDET (dir.). *Regard sur les jeunes en France*. Québec et Canada, Presses de l'Université Laval : 127-145.
- MARLIÈRE, Éric. 2008a. *La France nous a lâchés! Le sentiment d'injustice chez les jeunes de cité*. Paris, Fayard.
- MARLIÈRE, Éric. 2008b. «"Les jeunes de cité". Territoires et pratiques culturelles», *Ethnologie française*, 4 : 711-721.
- MARLIÈRE, Éric. 2008c. «Des "ouvriers communistes" aux "jeunes des cités" : histoire croisée de la non-reconstruction d'une demande sociale», dans Virginie ANQUETIN et Audrey FREYERMUTH. *La figure de l'«habitant»*. *Sociologie politique de la demande sociale*. Rennes, PUR : 115-129.
- MARLIÈRE, Éric. 2007. «Chroniques socio-historiques des pratiques déviantes d'une jeunesse populaire dans un quartier de "banlieue rouge"», *Socio-logos*, 2. <<http://socio-logos.revues.org/572>>. Page consultée le 3 décembre 2012.
- MARLIÈRE, Éric. 2005. *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun?* Paris, L'Harmattan.
- MARLIÈRE, Éric. 2003. *Les recompositions culturelles chez les jeunes issus de l'immigration dans une cité de Gennevilliers*. Thèse, Université de Paris VIII.
- MASCLET, Olivier. 2012. *Sociologie de la diversité et des discriminations*. Paris, A. Colin.

- MASCLET, Olivier. 2003. *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris, La Dispute.
- MASERA, Bernard et Daniel GRASON. 2004. *Chausson : une dignité ouvrière*. Paris, Syllepse.
- MAUGER, Gérard. 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*. Paris, Belin.
- MUCCHIELLI, Laurent. 2011. *L'invention de la violence. Des peurs, des chiffres, des faits*. Paris, Fayard.
- MUCCHIELLI, Laurent. 2003. «Le rap de la jeunesse des quartiers relégués. Un univers de représentations structuré par des sentiments d'injustice et de victimation collective», dans Manuel BOUCHER et Alain VULBEAU, *Emergences culturelles et jeunesse populaire. Turbulences ou médiations?*, Paris, L'Harmattan : 325-355.
- NOIRIEL, Gérard. 2007. *Immigration, antisémitisme et racisme en France (19^e-20^e siècles). Discours publics, humiliations privées*. Paris, Fayard.
- PEUGNY, Camille. 2009. *Le déclassé*. Paris, Grasset.
- RENAHY, Nicolas. 2005. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris, La Découverte.
- RENAULT, Emmanuel. 2004. *L'expérience de l'injustice. Reconnaissance et clinique de l'injustice*. Paris, La Découverte.
- RIBERT, Évelyne. 2006. *Liberté, égalité, fraternité. Les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*. Paris, La Découverte.
- RIGOUSTE, Mathieu. 2009. *L'ennemi intérieur. Des guerres coloniales au nouvel ordre sécuritaire*. Paris, La Découverte.
- ROBERT, Philippe. 2002. *L'insécurité en France*. Paris, La Découverte.
- SANTELLI, Emmanuelle. 2007. *Grandir en banlieue. Parcours et devenir des jeunes français d'origine maghrébine*. Paris, CIEMI.
- SCHELER, Max. 1971. *L'homme du ressentiment*. Paris, Gallimard.
- SCHWARTZ, Olivier. 2011. «Peut-on parler des classes populaires?». <<http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>>. Page consultée le 12 octobre 2012.
- TAFFERANT, Nasser. 2007. *Le business. Une économie souterraine*. Paris, PUF.
- VAN DE VELDE, Cécile. 2012. «La dialectique de la socialisation en temps de crise», *Sociologie*, 4, 3. PUF : 427-432.
- VON GRUNEBaum, Gustave Edmond. 1973. *L'identité culturelle de l'Islam*. Paris, Gallimard.
- ZAWADSKI, Paul. 2006. «Le signe intérieur de la dignité blessée», dans Yves DÉLOYE et Claudine HAROCHE (dir.). *Le sentiment d'humiliation*. Paris, In Press Editions : 161-183.